

LE RÉGIME FISCAL ET LA PRODUCTIVITÉ

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): J'ai une question supplémentaire pour le ministre des Finances. Étant donné que le nouveau président du Conseil économique du Canada a récemment déclaré qu'il faudrait augmenter la productivité canadienne pour que nos produits restent concurrentiels, le gouvernement envisage-t-il de présenter dans un proche avenir un programme de stimulants fiscaux pour encourager une plus forte productivité ou un quelconque autre projet qui permettrait de réaliser cet indispensable objectif?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'estime qu'en général le milieu canadien favorise la productivité de nos industries. Un des problèmes qui se posent actuellement c'est que le produit national brut s'accroît très rapidement, mais que notre productivité augmente également, ce qui ne crée pas un nombre d'emplois aussi élevé qu'on pourrait normalement attendre de cette augmentation de notre produit national brut.

• (3.00 p.m.)

L'hon. M. Hees: Le ministre songe-t-il à s'adresser incassablement à l'industrie canadienne pour lui dire que sa situation n'a jamais été aussi bonne et que le gouvernement ne se propose aucunement d'intervenir pour améliorer la productivité au pays?

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Benson: Vous vous répétez chaque jour.

L'hon. M. Hees: Je cherche une réponse à une question très importante.

LA PLANIFICATION ET LA COORDINATION QUANT À L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme le Conseil des sciences du Canada a préconisé récemment une nouvelle stratégie industrielle au Canada pour encourager l'expansion de la fabrication, et vu les résolutions aux mêmes fins adoptées par la Chambre de commerce à sa réunion de Québec il y a deux semaines, le ministre peut-il indiquer à la Chambre si son ministère modifiera maintenant ses politiques de stimulation pour faciliter plus de planification et de coordination?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai commencé à lire le rapport. Il est extrêmement intéressant; certaines opinions qui y sont exprimées valent sûrement la peine d'être examinées de très près. On y trouve cependant des lacunes extrêmement graves, et quand j'aurai eu le temps d'étudier le document en profondeur, je serai peut-être en mesure d'en discuter avec mon honorable collègue.

[Traduction]

M. McGrath: Vu les observations qui s'adressent plus précisément à son ministère et les déclarations émanant d'autres groupes au pays, a-t-on amorcé une révision du principe global des subventions industrielles régionales en

[Le très hon. M. Trudeau.]

vue d'établir une meilleure planification et une plus grande coordination?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, ce n'est pas à la suite d'une simple critique qu'on entend ou qu'on lit quelque part que nous devons changer notre politique. Il s'agit de savoir si les critiques sont fondées; nous les étudions sérieusement. Ce programme-là n'a pas été inspiré par le Saint-Esprit, mais il a été fait par le Parlement. Il peut comporter certaines erreurs; nous serons prêts à les corriger, mais pas simplement à la suite de pressions ou de déclarations publiées dans des journaux.

LES SUBVENTIONS AUX MAISONS ÉTRANGÈRES

[Traduction]

M. John Burton (Regina-Est): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné les constatations du Conseil économique du Canada et les critiques qui ont été faites dans le même sens au sujet des subventions accordées aux sociétés étrangères, le gouvernement a-t-il entrepris de revoir sa politique concernant le versement de stimulants industriels régionaux à ces sociétés?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai répété à plusieurs reprises à la Chambre que le mandat du ministère est de combattre les inégalités régionales et non pas de définir la politique du gouvernement canadien à l'égard des investissements étrangers. Alors, je m'occupe de l'investissement dans les régions sous-développées, et l'autre problème sera traité différemment, sans doute, par la Chambre des communes.

[Traduction]

M. l'Orateur: La présidence va donner la parole au député d'Edmonton-Centre et accepter une dernière question supplémentaire sur ce sujet avant de passer au sujet suivant.

LE BÂTIMENT—LE RÔLE DE RÉGULATEUR ÉCONOMIQUE

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre ou au nouveau ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie ou encore au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Le gouvernement compte-t-il faire preuve d'un peu d'imagination lorsqu'il étudiera l'avis du Conseil des sciences du Canada: que le gouvernement cesse de se servir de l'industrie du bâtiment comme régulateur économique et commence à favoriser le redressement du secteur de la construction?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): L'appui que nous avons donné à l'industrie du bâtiment depuis deux ou trois ans indique que nous avons pris cette recommandation très au sérieux. À mon avis, cette recommandation était plutôt inutile.